



BURKINA FASO

*Unité-Progrès-Justice*

**DEUXIEME FORUM  
DES PARTENAIRES SOCIAUX**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
LE PREMIER MINISTRE, PRONONCE PAR SEM  
BEDOUMA ALAIN YODA, MINISTRE D'ETAT,  
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET  
DE LA COOPERATION REGIONALE, A  
L'OCCASION DE LA CEREMONIE  
D'OUVERTURE DU II<sup>ème</sup> FORUM DES  
PARTENAIRES SOCIAUX**

Ouagadougou le 30 novembre 2009

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués Invités,**

Au nom de Son Excellence Monsieur Tertius ZONGO, Premier Ministre, Je voudrais exprimer tout le plaisir que le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, et le Gouvernement du Burkina Faso éprouvent en vous accueillant dans notre Capitale. En leurs noms, je vous souhaite la bienvenue. Comme vous pouvez le constater, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous abritons ce deuxième Forum des partenaires sociaux, après le Sommet spécial des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine tenu en 2004 sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Je remercie tout spécialement l'Organisation Internationale du Travail et la Commission de l'Union Africaine pour l'honneur et la confiance faits encore à notre pays en lui confiant l'organisation d'une aussi importante rencontre dont l'issue, j'en demeure convaincu, sera d'un grand apport à l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos populations.

Je salue vivement la présence remarquée des partenaires sociaux à ce forum, présence qui traduit leur engagement à œuvrer aux côtés des gouvernements pour la recherche de solutions audacieuses et durables à la crise financière et économique que connaît le monde d'aujourd'hui.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués Invités,**

Ce deuxième Forum se tient à un moment historique de l'Afrique, tiraillée entre de multiples et graves crises que sont : la cherté de la vie, la crise alimentaire, la crise énergétique, la crise financière et économique mondiale, la crise de l'emploi, l'exclusion sociale et les graves inégalités, l'aggravation de la pauvreté, les changements climatiques, ainsi que les troubles sociaux et politiques qui se suivent et qui se compliquent d'année en année.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le niveau de pauvreté sur notre continent, par la persistance du manque de travail décent et par le niveau élevé d'emplois vulnérables ainsi que des activités informelles.

Bien entendu, cette situation complique d'autant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, notamment celui relatif à la réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015.

Il est, par conséquent, urgent et primordial de conjuguer tous nos efforts pour des propositions hardies dont la mise en œuvre nous permettra d'espérer une réduction substantielle de la pauvreté à moyen terme à travers la création et le maintien d'emplois décents pour une grande partie de la population africaine.

**En effet, Mesdames et Messieurs,  
Distingués Invités,**

Si, au départ les Etats africains avaient été relativement épargnés par les premiers effets de la crise, il faut reconnaître qu'actuellement les économies africaines n'y échappent plus à cause des mécanismes de transmission tels que :

- le ralentissement de la demande mondiale d'exportations ;
- la baisse des investissements directs étrangers ;
- la chute des envois de fonds des travailleurs émigrés ;
- la décroissance de l'aide publique au développement ;
- l'accentuation des problèmes de financement des petites et moyennes entreprises.

Ces effets ont pour corollaires immédiats la dégradation de la situation de l'emploi, l'accentuation de la pauvreté et l'approfondissement des clivages sociaux.

Il est tout de même juste de reconnaître que face à l'ampleur des effets de la crise, la plupart des Etats africains ont développé des initiatives innovantes pour en juguler les conséquences et relancer la croissance économique. C'est ainsi que mon pays, il a été mis en place un dispositif de veille, d'alerte et de suivi dont la mission est de

suivre l'évolution de la conjoncture économique et financière aussi bien au niveau national qu'au niveau international dans l'optique d'anticiper sur les mesures à prendre afin de conforter la dynamique de la croissance et du développement.

De plus, dans la mesure où le marché du travail est le principal mécanisme de transmission entre la croissance économique et les conditions de vie des populations, l'Etat burkinabè envisage la mise en place d'un programme de restructuration soutenu par la création d'un fonds national de restructuration des entreprises en difficulté afin de rétablir leur viabilité à long terme, de créer et de consolider les emplois.

Outre ces mesures, de nombreuses initiatives ont été orientées en faveur de la promotion de l'emploi des jeunes et de la concertation directe avec les partenaires sociaux, qui ont permis de mieux maîtriser les effets de la crise sur la société burkinabè.

Je sais que d'autres pays ont développé de nombreuses autres initiatives qui ont permis de faire face à ce phénomène de crises multisectorielles.

C'est ce qui peut donner toute sa pertinence à ce Forum des partenaires sociaux, dans la mesure où il permettra d'animer la réflexion et d'aider à la recherche des solutions les plus adaptées à notre environnement, tout en découvrant et en partageant les expériences des uns et des autres.

**Mesdames et Messieurs,**

**Distingués Invités,**

L'intérêt supplémentaire de votre Forum est de mobiliser le dialogue social pour la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi. Il est apparu que vous avez déjà pris de bonnes initiatives de suivi de la mise œuvre du Pacte à travers les foras et les conférences que vous avez organisés au niveau régional, sous-régional et national. Vous avez tracé la voie à suivre en décidant de vous impliquer et de prendre part aux différents niveaux, à la formulation des politiques qui mènent à la création d'emplois productifs et décents. Vous vous êtes engagés à vous concerter avec les

gouvernements sur les actions à entreprendre sur la crise en vue de créer la synergie nécessaire. Vous avez souligné la nécessité pour les partenaires sociaux de travailler ensemble pour répondre de manière positive à la crise. Vos contributions aux efforts des gouvernements et d'autres partenaires sont hautement appréciées et ne manqueront pas de porter des fruits.

Nous sommes tous convaincus que le dialogue social est un mécanisme précieux et puissant pour la conception de politiques adaptées aux priorités nationales. Nous vous encourageons à renforcer les capacités de vos membres pour pouvoir utiliser efficacement ce mécanisme et en faire un outil incontournable d'harmonisation des différences, de gestion et de résolution des conflits et de recherche de solutions aux crises.

**Enfin, Mesdames et Messieurs,  
Distingués Invités,**

Ce deuxième forum des partenaires sociaux, qui se tient en prélude au 1<sup>er</sup> colloque sur le travail décent en Afrique, devrait servir de cadre de réflexions préliminaires pour une participation efficiente des partenaires sociaux à l'atteinte des résultats du colloque.

En effet, dans la mesure où il s'agit de :

- faire des propositions de réponses politiques à la crise financière;
- et susciter un engagement accru des gouvernements, des partenaires sociaux africains et des partenaires au développement à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies et des programmes en réponse aux effets de la crise financière et économique en Afrique,

vos Forum ne peut que servir le colloque.

En conséquence, j'espère que les conclusions auxquelles vous parviendrez nous permettront d'adopter une posture commune, résolument proactive pour endiguer les effets de la crise sur les laborieuses populations africaines.

Je déclare ouvert, le deuxième Forum des partenaires sociaux.

**JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION**